



## **RECONSTRUIRE ENSEMBLE « NOTRE VIVRE ENSEMBLE ! »**

Chers compatriotes, la crise dans les régions anglophones du Kamerun perdure

C'est un grand malheur pour notre pays et pour l'Afrique en lutte pour se débarrasser des influences étrangères néfastes. Des Kamerunaises et des Kamerunais tombent quasi quotidiennement dans ce conflit terriblement injuste. Inédite par sa longueur bien que prévisible, cette crise renvoie à une question centrale : deux ans après qu'est-ce qui explique cette manifestation violente du mal-être anglophone et comment en venir à bout ?

Rappelons-le d'emblée : cette crise est le résultat d'un complot. C'est le complot contre le peuple kamerunais, une conspiration de la France et de la Grande-Bretagne et des leurs alliés aux Nations Unies, mise en œuvre localement par Ahmadou Ahidjo et John Ngu Foncha. Cette crise a commencé dès 1955 par l'interdiction de l'UPC, parti leader de la vraie Réunification.

Le 13 septembre 1958, Ruben Um Nyobe, pionnier de la Réunification, est assassiné par l'armée française. Son camarade et successeur dans la lutte pour l'unité Félix Moumié meurt des suites d'un empoisonnement des services secrets français le 3 novembre 1960.

L'alliance anglo-française contre la vraie Réunification pouvait alors se poursuivre en 1961

avec les pseudo-accords de Fouban signés par des hommes qui ont trahi le principe d'EGALITE et d'UNITE pour aller à l'indépendance ENSEMBLE. L'UPC et le KUNC avaient établi ces accords à Kumba entre 1949 et 1951.

Dès lors, se met en place toute la machine répressive chargée de briser toute contestation patriotique.

1962 : Ordonnance contre la subversion du 12 mars

1966 : Le 1er septembre 1966, l'UNC est créée. Elle est la camisole de force politique qui consacre la soumission totale et volontaire des élites politiques du Southern Cameroon (West Kamerun) et abolit l'embryon de démocratie qui y naissait.

1971 : Assassinat d'Ernest Ouandie, célébrée par la visite d'Etat du président français Georges Pompidou au Kamerun. Ahidjo pense avoir définitivement anéanti les forces patriotiques qui tel un roseau « plient mais ne rompent guère ».

1972 : Consécration institutionnelle par la farce du référendum avec l'approbation de John Ngu Foncha, Solomon Tandeng Muna, Emmanuel Endeley, etc.

A partir de ce moment, la francophonisation, commandée par De Gaulle lui-même à Ahidjo, la perte des pratiques démocratiques, la dictature se sont développées davantage en zone anglophone. Or, chacun sait que la dictature favorise la mauvaise gouvernance, maintient les gens dans la pauvreté et l'ignorance, divise la société en clans de toutes sortes. Au fil des années, de nouvelles générations sont arrivées et ont grandi avec l'idée que l'anglophone est un citoyen de seconde zone.

Le chômage endémique, la diffusion de mensonges historiques par une bonne partie de l'élite anglophone sur l'origine de la marginalisation des anglophones, le mépris et la violence du régime néocolonial de Yaoundé, l'absence généralisée d'équipements sociaux et économiques à la hauteur des besoins ne pouvaient donc que favoriser le développement actuel. Les sécessionnistes, ont profité d'une grève légitime, pour entamer une guerre illégitime, alimentée par les bras de jeunes facilement trompés.

## **LA CRISE A DONC DES RACINES SOCIO-POLITIQUES PROFONDES.**

Les responsables de la crise anglophone d'aujourd'hui sont donc bien identifiés. Pour n'avoir pas compris la profondeur des revendications de nos compatriotes anglophones, et avoir joué avec le pourrissement de la situation, le régime de Paul Biya porte la PRINCIPALE RESPONSABILITE dans la dégradation de la situation. Mais en même temps, les organisations civiles et les partis de l'opposition qui nient l'origine néocoloniale du problème sont aussi responsables. Ils trompent le peuple. Ils sont tous solidairement comptables du sang versé par des jeunes innocents qui tombent.

## **LA SAUVAGERIE SECESSIONNISTE NE METTRA PAS FIN A LA BARBARIE NEOCOLONIALE**

Beaucoup alimentent le flou en prétendant que le dialogue avec les sécessionnistes ramènera la paix. D'aucuns ont même osé mettre sur le même plan le combat sécessionniste et celui des patriotes upécistes. **C'EST UNE FORFAITURE INTOLERABLE. LE SECESSIONNISME EST PLUTOT LA NEGATION ET LE REJET DU COMBAT UPECISTE POUR L'UNITE DE LA NATION KAMERUNAISE, EMBRYON DES ETATS-UNIS D'AFRIQUE.**

Le Manidem tient à souligner la responsabilité de ceux qui jouent avec le malheur du pays en prétendant que c'est l'absence de dialogue avec les extrémistes sécessionnistes qui fait perdurer la crise.

**RIEN N'EST PLUS FAUX.**

Nous le disons à nouveau : rien ne peut justifier que des compatriotes aient pris les armes pour obtenir la sécession. Rien, vraiment rien, ne peut justifier que l'on impose aux Kamerunais qui ont élu John Fru Ndi, un anglophone, à la présidence de la République, en 1992, de se séparer sur la base d'une fausse ligne de division Anglophones contre Francophones. Si demander la partition du pays sur les bases néocoloniales est déjà une faute grave, déclencher une guerre pour y parvenir est un crime imprescriptible que l'Histoire va retenir. Hypocritement, certains politiciens et acteurs civils disent : « Que le dialogue vienne pour que nos frères anglophones ne souffrent plus ! ». Ils s'empressent d'ajouter que si nos compatriotes souffrent c'est donc du fait du régime néocolonial de Biya et compagnie qui refuse de discuter. Nous disons : « Non ! Même si le dialogue n'est pas organisé, il faut arrêter cette guerre injuste. »

La responsabilité de faire cesser les souffrances est plus facile à assumer pour ceux qui tuent, brûlent et volent en vue de réaliser la sécession. Si les attaques contre les citoyens, les soldats, les écoles, les commerces, les voyageurs s'arrêtent, nul ne peut douter que la situation sera meilleure et l'effusion de sang s'arrêtera. Que ceux qui ont pris des armes, pour réclamer la partition du Kamerun, déposent les armes. La sauvagerie sécessionniste (avec ses meurtres d'innocents et ses mutilations de cadavres dignes d'une armée coloniale et contraire au respect des morts si cher aux Africains) ne peut donc pas mettre fin à la barbarie néocoloniale que porte le gouvernement kamerunais depuis toujours. Bien au contraire. La première alimentera la seconde qui la vaincra. On l'a vu au Nigeria, au Congo et ailleurs en Afrique. De ces deux maux, les Kamerunais choisissent le moindre. Le régime néocolonial peut être vaincu et sera vaincu sans division du pays. C'est plutôt la division qui favorisera le maintien du régime néocolonial de Yaoundé comme l'a montré l'Histoire de notre pays et de l'Afrique tout entière.

## **QUE FAIRE ?**

Le Kamerun n'a en effet obtenu ses plus brillantes victoires qu'avec le concours des organisations qui transcendaient les clivages de toutes sortes en commençant par le clivage du maître colonial (britannique contre français). Même si ce ne sont que des victoires d'étape, il est indéniable que notre bataille pour l'indépendance a radicalement avancé avec le départ des colons directs le 1er janvier 1960 et le 1er octobre 1961. Quoique tronquée, la Réunification des territoires a eu lieu, en attendant la véritable : celle des Kamerunais. Sous la bannière upéciste, des Kamerunais, du nord au sud, des deux rives du Moungo, se sont battus pour parvenir à ces résultats. S'il n'y avait pas eu un tel mouvement upéciste transcendant les

ethnies, les classes sociales, JAMAIS le pays n'aurait obtenu ces quelques avancées vers la liberté. Tout au long de cette histoire héroïque, les upécistes, ont toujours prévenu et dénoncé les conditions qui conduisent au drame actuel : en 1961, quand la bande à Ahidjo, Foncha et Muna a dénaturé la Réunification pour organiser un partage de prébendes ; en 1972 quand le même groupe a détruit le système fédéral qui permettait quand même d'éviter la concentration des pouvoirs entre les mains du chef de la dictature néocoloniale. Depuis dix ans nous n'avons eu de cesse de le redire dans nos diverses alertes : l'unité du Kamerun se fera quand les citoyens de tout bord définiront librement et construiront ensemble leur destin. Telle est la voie de sortie !

## LA SOLUTION A LA CRISE ANGLOPHONE DEMEURE GLOBALE : ABATTRE LE NEOCOLONIALISME, CONSTRUIRE LE VIVRE ENSEMBLE, ENSEMBLE !

La solution des difficultés de toutes les communautés kamerunaises, nous le répétons depuis plus de 70 ans, est donc globale. Nous devons : mettre fin au régime de Yaoundé qui est celui du néocolonialisme à l'origine de TOUS NOS PROBLEMES. C'est la condition sine qua none pour CONSTRUIRE ENSEMBLE NOTRE VIVRE ENSEMBLE. Toutes les autres pseudos solutions ont échoué avec fracas et coûtent cher au Kamerun. Aussi, le Manidem appelle-t-il à nouveau : -à un cessez le feu sans aucune condition des bandes armées sécessionnistes ou non ;

-à opposer la force des arguments historiques et politiques qui ont consacré la justesse du choix d'unité à tout argumentaire tendant à justifier le crime sécessionniste

-à opposer une force légitime mais mesurée à tout acte favorable à la sécession ;

-à la renonciation définitive au recours aux armes pour diviser le pays ;

-à une expression solennelle et sincère d'une demande de pardon des sécessionnistes à la Nation kamerunaise qu'ils ont gravement offensée ;

-à un consensus de tous (citoyens, gouvernement, forces armées, associations de la société civile, organisations traditionnelles et religieuses, partis politiques, etc.) sur l'inviolabilité de l'unité du Kamerun ; C'est ce consensus minimal qui imposera au régime de Yaoundé les changements nécessaires à la construction du Kamerun dont les vrais pères de la Nation dont Ruben Um Nyobe ont rêvé : uni et libre, prospère et pacifié. « Le Kamerun est notre seule raison d'être. Que nos cœurs cessent de battre, s'ils ne battent pas pour le Kamerun. »

Douala, le 15 mai 2018 MANIDEM